

Le Courriel d'information

n°323 – Mardi 16 avril 2002.

SITUATIONS

Dans ce numéro

Missions civiles en Israël et en Palestine

Par Christophe Aguiton

Pure tristesse. Dans l'avion qui me conduisait de Paris à Tel-Aviv, c'est ce qui me submergeait mercredi à l'idée d'assister de plus près au conflit israélo-palestinien. Souvenirs personnels, ceux de mes copains de lycée qui, dans le Maroc des années 60, émigraient massivement vers la France l'Argentine et le Canada, mais aussi vers Israël. Sentiment diffus d'une responsabilité politique : le sionisme et Israël ne sont pas nés du génocide nazi, pas plus que d'une simple identification religieuse, la définition "laïque" de la judéité est différente de la définition religieuse, mais sont, pour beaucoup, des proches cousins du mouvement ouvrier et démocratique. Moses Hess, le précurseur du sionisme, avait sympathisé avec Marx et, comme lui, venait de l'hégélianisme de gauche. Et ce sont des officiers juifs de l'armée rouge qui ont formé, après 1945, la Haganah, la première armée d'Israël.

Mais la tristesse venait surtout de l'impression d'une impasse totale. A la lecture de la presse, il paraissait certain que Sharon serait, à un moment ou un autre, obligé de quitter les villes occupées, mais, à l'évidence, les attentats recommenceront, suivis de représailles et, très probablement, de nouvelles occupations israéliennes.

Des missions internationales

Le voyage avait été décidé la veille, quand ATTAC avait appris qu'une mission soutenue par le "conseil international du forum social mondial de Porto Alegre" se mettait en place autour d'une forte délégation brésilienne, avec des militants européens, américains et asiatiques. C'était la l'occasion de se joindre au mouvement international de solidarité qui se développait de façon spontanée.

Dans de nombreux pays, des missions se sont formées dans les derniers mois pour aller sur place, en Israël et en Palestine, des missions qui, en France ont pris le nom de "Missions civiles pour la sécurité du peuple palestinien". A Noël, près de 400 militants ont ainsi fait le



voyage, toutes les semaines, d'autres équipes sont parties pour assurer une présence permanente et, à Paques, près de 600 militants de nombreux pays étaient sur place quand l'armée israélienne a lancé son offensive contre les villes palestiniennes.

Tout le monde a vu à la télévision José Bové entrer dans le quartier général d'Arafat, mais peu ont reconnu ceux qui l'accompagnaient. Il y avait Mario Lill, dirigeant des « Sans terres » du Rio Grande do Sul, qui représentait le MST à la conférence de Genève de juin 2000, celle qui a lancé le processus du Forum social mondial de Porto Alegre. Il y avait aussi Paul Nicholson, un militant basque du mouvement anti-globalization Emen Eta Mundua, présent à toutes les grandes initiatives, de Gênes à Barcelone en passant par Porto Alegre, mais surtout connu pour être un des fondateurs de Via Campesina. Avec eux on a pu reconnaître de nombreux militants de ce mouvement mondial qui se développe dans le monde entier : plusieurs adhérents d'ATTAC sont encore dans le QG d'Arafat, et ce sont des responsables du "Genoa Social Forum" qui sont restés des jours et des jours à l'hôpital de Ramallah, relayés par la suite par des militants grecs du mouvement qui avait organisé la mobilisation pour Gênes...

Si les Européens étaient nombreux à Ramallah, ce sont les Américains qui étaient les plus nombreux parmi la centaine de militants présents à Bethlehem le jour de l'invasion. Des militants qui ont accompagné, avec des "drapeaux blancs, les ambulances palestiniennes pour éviter qu'elles ne soient la cible des Israéliens et qui ont "protégé" le camp de réfugiés de la ville, gagnant de précieux jours avant que les troupes n'y pénètrent.

Rory, un écossais d'une trentaine d'années présent à Bethlehem pendant plus de dix jours, est un bon exemple de ce que sont ces nouveaux militants. Avocat d'affaire dans un cabinet londonien six mois par an, il pense gagner assez d'argent pour faire autre chose le reste de son temps. Alors qu'il ne s'était engagé que brièvement dans les campagnes pour l'annulation de la dette des pays du tiers-monde, il décidait, deux jours avant son départ, parce qu'il avait été ému par des documentaires sur la situation des palestiniens et convaincu par les arguments d'Edward Saïd, le grand intellectuel américano-palestinien, de joindre une mission de "International Solidarity Movement", l'équivalent américain des missions civiles lancées il y a quelques années par des militants palestiniens. Avant de partir, la première chose qu'il a fait a été de se procurer une petite caméra numérique et, sur place, de prendre des contacts dans la presse. Témoin privilégié, ses écrits ont fait la une du principal journal écossais, et il est en contact régulier avec la BBC et CNN.

C'est toute cette génération qui s'est jointe, sans que de grands appels ne soient lancés, aux petits noyaux qui, depuis des années, voire des décennies, continuaient le travail de solidarité avec les Palestiniens.

Le mouvement mondial qui se développe depuis Seattle a été capable de se lier au mouvement pacifiste au moment de la guerre en Afghanistan. Aujourd'hui il participe pour beaucoup à l'émergence d'une sorte de conscience civique internationale qui entend se faire entendre partout où cela est possible, y compris lors de conflits armés. Pour beaucoup de ces militants, il ne s'agit plus, comme pendant la guerre d'Espagne, ou même la révolution sandiniste du Nicaragua, de s'engager aux côtés des combattants et des révolutionnaires, mais d'être présents, de manière pacifique, pour témoigner, ouvrir des espaces démocratiques, et tenter de limiter, par la présence d'observateurs internationaux, les souffrances infligées par les forces armées.

En Israël

Les formalités de douane et de police se passent sans problème, parce que j'avais l'adresse d'une amie à voir en Israël, ce qui me permet de répondre à l'interrogatoire poussé sur les raisons qui justifient ce voyage. Tous les militants qui arrivent en groupe sont expulsés d'office, de même que tous ceux dont les arguments ne sont pas jugés suffisants : une centaine de personnes se sont ainsi vu refuser l'entrée en Israël ces derniers jours.

Dès mercredi soir, l'occasion s'est présentée de voir Michel Warshawsky. Michel, c'est "le" militant Israélien anti-sioniste, le combattant de toujours au côté des palestiniens, celui que tout le monde appelle "Mikado". Il raconte comment Via Campesina s'est retrouvé dans ce combat. Une rencontre, fin janvier à Porto Alegre, entre des militants palestiniens et Israéliens et des dirigeants de Via Campesina avait permis de mettre sur pieds une délégation en Palestine à l'occasion du "jour de la terre" pour établir des contacts directs avec les paysans des territoires occupés. C'était le jour où les chars sont entrés dans Ramallah...



Il raconte surtout la situation du côté israélien. Une situation très mauvaise, et pas seulement parce que dans toute situation de guerre le premier réflexe, c'est de serrer les rangs, ou à cause de l'autocensure de la presse qui donne aux Israéliens une vision totalement partiale de la réalité : de longs reportages sur les enterrements des victimes des attentas suicides et sur leur proches, et de brèves images sur la situation en Cisjordanie qui pourraient laisser penser que la situation se normalise.

Le noeud du problème, c'est l'interprétation des échecs de Camp David et de Taba, telle qu'elle est donnée par Ariel Sharon, mais surtout, avant lui, par Ehud Barak, son prédécesseur travailliste. Yasser Arafat et les leaders palestiniens auraient, lors de ces négociations, refusé un état palestinien sur les territoires de Gaza et de la Cisjordanie. Ce refus, plus les attentats suicides contre les civils à l'intérieur même d'Israël, serait la preuve que le but réel des palestiniens n'est pas, contrairement à ce qu'ils prétendent, la création d'un état dans les territoires occupés en 1967, mais la destruction d'Israël. D'où les déclarations de Sharon, irréelles pour les observateurs étrangers, mais très fonctionnelles dans le pays même, sur l'enjeu de la bataille actuelle qui serait "la survie du peuple juif". Le fait que cette version vienne d'un Premier Ministre "de gauche" et que les travaillistes restent au gouvernement donne une forte crédibilité à cette thèse, de même que les incendies contre des synagogues, comme en France, sont utilisés comme la preuve de la recrudescence de l'antisémitisme dans le monde entier. Dans un tel climat paranoïaque, les multiples condamnations internationales pèsent assez peu, quand elles ne font pas que renforcer l'idée qu'il s'agit bien là d'une bataille décisive pour "le peuple juif".

Il est donc très important de rappeler les termes de la négociation de l'époque. Loin de restituer l'ensemble des territoires, le gouvernement d'Ehud Barak entendait garder les colonies les plus proches de la frontière, quitte à "échanger" ces territoires contre un bout de désert, ainsi que Jérusalem-Est dont seul un petit quartier dans la banlieue aurait été rendu aux palestiniens. Et rien sur le problème peut être le plus épineux, celui des réfugiés palestiniens de 1948, même pas pour les 200 000 qui vivent au Liban et dont la situation est la plus difficile.

Jenine

Comme dans toutes les situations de conflits, ou lors d'évènements majeurs, il y a toujours les quelques hôtels où "tout le monde", journalistes, hommes politiques et responsables divers, se rencontrent et échangent les dernières nouvelles. Là, la crise est si grave et ses répercussions internationales si lourdes, qu'il y a quatre lieux stratégiques : le New Imperial dans la vieille ville, le moins cher où l'on trouve les militants, le Jerusalem, ancien King David, le plus select, où l'on peut voir Zinni, le négociateur américain et les grands reporters, que l'on trouve aussi à l'American Colony, et enfin l'hôtel Ambassador, de niveau intermédiaire, où sont les délégations parlementaires de différents pays et de nombreux journalistes.

C'est dans ces lieux que l'on peut rencontrer les responsables des contacts en Palestine et préparer les visites et où je tombe, jeudi matin, sur Leo Gabriel, un ami autrichien, militant d'ATTAC Autriche et des "marches européennes contre le chômage" mais aussi journaliste pour la télévision publique autrichienne. Il a une voiture qui part pour la région de Jenine, et je décide de l'accompagner, les nouvelles qui viennent du camp de réfugiés de la ville étant particulièrement angoissantes.

Jenine est tout au Nord de la Cisjordanie. La région israélienne environnante est peuplée de nombreux villages arabes dont sont issus certains des réfugiés du camp de Jenine arrivés lors de l'exode de 1948, exode que les palestiniens appellent "nakbah", la catastrophe.
Dès le passage en Cisjordanie, deux choses frappent immédiatement.

D'abord l'incroyable enchevêtrement des territoires et des populations. Si on a quelques contacts, on passe aisément d'Israël en Cisjordanie et à tout moment, au milieu des territoires occupés, on peut tomber sur une colonie israélienne. Cela rend totalement mythique, à moins d'abandonner les deux cent mille colons, l'idée du "mur" qui isolerait, comme à Gaza où les colonies sont très peu nombreuses, les territoires occupés d'Israël.

Ensuite la solidarité totale entre palestiniens. Nous avons passé toute la journée du jeudi dans les territoires occupés, entre Jenine et Naplouse, la zone considérée par l'armée israélienne comme la plus dangereuse, donc la plus surveillée et contrôlée. Pas une fois, sauf quand nous sommes retournés en Israël, nous n'avons été arrêtés ou contrôlés à un check point. À tout moment notre guide demandait aux habitants, jeunes ou vieux, si l'armée était par là et si le passage était libre. Devant nous, il y avait un



attac

taxi qui, à chaque virage dangereux s'arrêtait pour téléphoner de son portable à quelqu'un du coin pour savoir si des snipers étaient postés par là où si un barrage militaire contrôlait les véhicules.

Les témoignages qui arrivent de Jenine sont terribles. Nous n'avons pas pu rentrer dans le camp lui-même où habitaient plus de 13 000 habitants et d'où l'on pouvait entendre encore des échanges de tirs d'armes automatiques, mais, à Taybeh et Rumanah, deux villages environnants, nous avons rencontré de nombreux réfugiés qui venaient juste d'arriver.

Il n'y avait que des hommes, environ 200 à Taybeh et 450 à Rumanah, les femmes et les enfants étant dans d'autres villages. Beaucoup de témoignages sont similaires. De nombreuses maisons ont été détruites par des missiles tirés par des hélicoptères ou par des chars, la plupart des hommes présents ont été arrêtés, détenus pendant 2 ou 3 jours dans des conditions dures et humiliantes, poignets liés avec une force telle que certains ont encore des cicatrices très visibles, yeux bandés, impossibilité d'aller aux toilettes. Après cela, ils ont été déposés à des kilomètres de Jenine, avec l'interdiction absolue d'y revenir, et ils ont rejoint ces villages sans avoir la moindre nouvelle de leurs familles.

Certains d'entre eux témoignent d'atrocités commises par l'armée. Un jeune d'une quinzaine d'année, à Rumanah, affirme avoir été témoin d'exécutions sommaires et avoir vu de nombreux cadavres dans les rues. A Taybeh, Kassim Salah, un homme de 38 ans, père de quatre enfants, affirme avoir été utilisé comme bouclier humain par les soldats pendant deux jours : il devait entrer le premier dans les maisons et les petites rues en "protection" des militaires israéliens. Pendant ces deux jours, il a été témoin de la mort de quatre jeunes qui avançaient avec des drapeaux blancs et qui ont été abattus par les soldats.

Ramallah

Vendredi, la délégation issue du "Forum social mondial" se forme, l'essentiel des brésiliens dont une délégation de l'Assemblée nationale, étant arrivés. Milton Temer est le député fédéral qui représente le PT dans cette délégation. Nous nous lions avec une américaine et une britannique de "International Solidarity Movement" et avec une délégation belge dont le président du groupe socialiste du Sénat, et nous décidons d'aller à Ramallah pour visiter l'hôpital et tenter de rencontrer les militants qui sont dans le QG de Yasser Arafat.

Le passage à Ramallah est maintenant rodé, une voiture dépose les "visiteurs" sur une route après un check point, quelques centaines de mètres à pieds et des taxis sont là pour aller dans la ville. Arrivés à l'hôpital, nous visitons les blessés et discutons avec le personnel soignant qui nous montre la fosse commune qu'ils ont été obligés de creuser dans la cour.

L'hôpital est à l'entrée de la ville et les chars ne sont pas là, quelques enfants jouent dans la rue et de rares adultes se risquent à jeter un oeil à l'extérieur. Mais le couvre feu n'est pas levé, il l'a été la veille pour quelques heures, et toute sortie dans la rue est strictement interdite. Le groupe discute de l'idée d'une manifestation. Au nombre où nous sommes, moins d'une vingtaine, le terme de délégation serait probablement plus juste. Il y a trois équipes de TV qui sont prêtes à nous accompagner et Colin Powell vient juste d'atterrir en Israël : il nous semble possible de tenter le coup sans prendre trop de risques.

Nous nous équipons de drapeaux blancs, et nous partons. Marche lente, pour que nos intentions pacifiques soient évidentes, mais aussi parce que nous devons nous arrêter plusieurs fois, la première, une centaine de mètres après l'hôpital, pour y accompagner une dame âgée qui a trop peur pour s'y rendre toute seule.

Après quelques centaines de mètres, nous atteignons le centre. Là, il n'y a pas un chat dehors, au sens littéral du terme. La vision de ce centre ville totalement désert, mais dont nous savons que les habitants sont tous là, cachés derrières leurs rideaux de fer baissés, est ahurissante. Un canadien du mouvement "Alternatives" qui était là la veille, juste quand le couvre feu avait été levé et que les habitants avaient pu sortir pour quelques heures, nous disais que c'était comme un printemps au Québec : la neige dans un paysage désertique et mort et, en quelques jours, au moment de la fonte, une explosion de vie. Là, il faut se rappeler que les habitants sont terrés chez eux depuis plus de deux semaines !

Sur la place centrale, les chars sont là, avec quelques soldats qui nous tiennent en joue. Passage un peu angoissant. Puis reprise de la marche jusqu'au palais présidentiel, un peu plus d'un kilomètre plus loin, c'est déjà miraculeux d'avoir pu aller jusque-là. Mais le miracle a une fin, les soldats arrivent avec un char, nous



parlementons pour obtenir une entrevue avec nos amis, sans succès. Un coup de fil à Théo, une amie d'amie qui vit là et qui tient une chronique heure après heure de la situation en Cisjordanie, chronique largement diffusée par courrier électronique. Nous rentrons à l'hôpital et nous entendons quelques coups de feu tirés dans un autre quartier et un tir d'obus de char. Nous saurons quelques heures plus tard qu'un jeune a été abattu ce matin-là.

Avec les pacifistes israéliens

Samedi, une large coalition de militants israéliens, arabes et juifs, avait décidé de manifester à l'entrée du camp de Jenine, par la grande route, et d'y accompagner des camions de nourriture, de vêtements et de couvertures.

La manifestation est un succès important : 3000 personnes sont présentes, venant de différentes villes d'Israël. En tête de cortège, des jeunes arabes, très émus et désireux d'aller jusqu'au bout pour voir leurs familles et proches. Ensuite, un cortège mélangé, avec des pacifistes, différents groupes politiques de gauche, et beaucoup de jeunes. Un petit groupe de jeunes vient de se former, ils ont des tee-shirts avec une étoile jaune dans laquelle on peut lire "palestiniens" et ils ont décidé, pour toucher l'opinion israélienne, de s'appeler "don't touch my holocaust". Ce groupe nous explique qu'ils ont commencé à agir quand ils ont appris que des militants étrangers avaient, il y a une dizaine de jours, bravé le couvre feu et défilé à Ramallah, en se disant qu'ils ne pouvaient pas rester inactifs. Nous avons également pu tester l'impact de ces actions dans les territoires à Jérusalem Est, où dans la rue, plusieurs personnes rencontrées savaient que des manifestations avaient eu lieu à Ramallah.

L'armée tente de stopper la manifestation avec une jeep et quelques soldats. Devant le nombre et la détermination, ils laissent le passage.

Un incident montre bien ce qu'est l'armée israélienne. La manifestation passe devant Salem, un grand camp militaire où de nombreux palestiniens ont été, et sont encore détenus, et une vingtaine de soldats sont déployés derrière les grillages. Les manifestants scandent, en hébreu, "l'occupation corrompt, les refuznick (les soldats qui refusent de servir dans les territoires) sont des héros". En entendant cela, un soldat, probablement un réserviste, vu son âge, saute en l'air se met à agiter les bras en signe de soutien total ; son officier arrive, lui passe un savon, et retourne à sa place. Le soldat continue, de façon moins ostensible. Quelques minutes plus tard, c'est un autre soldat qui pète les plombs et qui veut sortir pour injurier les manifestants, ou peut être pour se battre avec eux ; à nouveau l'officier intervient et ils se mettent à plusieurs pour le calmer et l'empêcher de sortir. Rien de plus.

Une armée aussi populaire et "démocratique" dans son fonctionnement est probablement d'une grande force pour défendre son pays en cas d'agression, mais on comprend mieux, en voyant cette scène, pourquoi des soldats ont pris pour cible des journalistes ou comment des atrocités ont pu être commises.

Finalement la manifestation est arrêtée quelques kilomètres plus loin, au check point officiel avant Jenine. Un accord avec les organisateurs intervient, les militaires garantissant que les camions pourront passer si la manifestation se disperse. Nous saurons le lendemain que seuls 6 d'entre eux ont pu entrer, et qu'ils ont du décharger les marchandises assez loin du camp, sans savoir si celles-ci arriveraient à leurs destinataires.

Nous partons à une douzaine, avec les brésiliens, et nous rentrons à nouveaux dans les territoires occupés, à Taybeh, pour recueillir des interviews et témoignages.

Dimanche matin, rencontre avec des militants pacifistes à Tel Aviv. Il y a là l'équipe d'Indymedia Israël, très active, qui publie un magazine et qui diffuse, sur le web, des video et une radio, un militant syndical israélien proche du PC, et Mikado.

Ils ont tous décidé de se mobiliser en priorité contre l'occupation des villes palestiniennes, et nous discutons des moyens de se transmettre des informations et de travailler en commun.

A midi, conférence de presse à Jérusalem et, l'après midi même, retour vers Paris avec 7 militants des missions civiles qui viennent tout juste d'être expulsées d'Israël.

Christophe Aguiton, Paris le 16 avril 2002
Contact pour cet article. Secrétariat d'ATTAC France attacfr@attac.org

Plus d'informations
IndyMedia Israël http://indymedia.org.il
IndyMedia Palestine
http://jerusalem.indymedia.org/



Transparence ou mensonge? Institutions multilatérales et accès à l'information

Par Shalmali Guttal. Coordinatrice du programme de lien entre micro et macro à Focus on the Global South.
Traduction : Christine Pagnoulle. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

Une version plus longue de cet article a été présentée au colloque sur l'accès à l'information de Hua Hin, Thaïlande, 4-6 mars 2002

La question de savoir s'il convient ou non de 'révéler des informations' doit être envisagée dans le contexte plus large des droits et de la gouvernance. Le droit du public à être informé est désormais considéré comme acquis par la plupart des défenseurs d'un système démocratique. Il est clairement exprimé dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme ainsi que dans la Convention internationale des droits civiques et politiques ; la plupart d'entre nous serions d'accord que la participation à un débat démocratique ne fait sens qu'à partir du moment où il peut y avoir un débat basé sur des informations exactes.

Le terme 'gouvernance' tel que je l'utilise, renvoie à un ensemble de règles, processus et procédures transparentes qui doivent assurer la protection du droit des peuples à être informés et à participer aux prises de décisions, qui doivent également garantir le contrôle sur les décisions prises et les actes posés. Des décisions sur la ligne à suivre ont des conséquences économiques, sociales et politiques, il est donc essentiel de s'assurer que ceux qui en seront le plus directement affectés ont pu participer à leur élaboration.

Dans ce contexte, nous constatons qu'aussi bien la Banque Mondiale que la Banque Asiatique de Développement (BAD) ne remplissent pas leurs obligations en matière d'accès à l'information. Ces deux institutions n'ont aucune transparence et compte à rendre quant à l'élaboration de leurs décisions et sont donc en totale contradiction avec leurs propres déclarations sur l'importance d'une participation de tous et d'un accès équitable à l'information.

ENJEUX POLITIQUES DE LA REVELATION D'INFORMATIONS

L'accès à l'information est avant tout une question politique qui s'inscrit dans des relations de pouvoir. Elle ne touche pas seulement à l'accès à des informations existantes mais également à la possibilité de créer des informations susceptibles d'influencer la capacité du public à participer à la prise de décisions qui orientent l'avenir de la société et du pays concernés. Cette capacité de créer de l'information et de la préserver dans la mémoire institutionnelle et sociale est un outil redoutable. La Banque Mondiale et la Banque Asiatique de Développement en disposent et les utilisent à leur avantage au nom de l'accès à l'information.

Les politiques d'information des deux institutions sont comparables par une série de défauts majeurs.

1. NON-PERTINENCE PAR RAPPORT AUX DECISIONS A PRENDRE

Le défaut le plus évident dans la politique d'information de la Banque Mondiale et de la Banque Asiatique de Développement est que les informations fournies n'ont guère de rapport avec les décisions prises par ces institutions. Peu importe les kilos de papier et le nombre de mégaoctets qu'elles peuvent mettre à la disposition du public, leurs décisions réellement importantes sont quand même prises en fonction des intérêts économiques et politiques de leurs membres les plus puissants et non de l'intérêt des personnes à la base.

Il est également important de se pencher sur la façon dont ces décisions sont prises. A nouveau, débat public et prise en compte de l'intérêt du plus grand nombre sont de peu de poids. Il est généralement admis qu'une raison majeure expliquant le préjudice que les institutions multilatérales font subir aux pays en voie de développement est que ceux-ci ne peuvent pas prendre part au processus de décision.

Au sein de la Banque Mondiale, le pouvoir de décision est en rapport direct avec l'importance de la contribution financière des états. Avec 17,6 % de pouvoir de vote, les Etats Unis sont donc en mesure de bloquer toute décision à laquelle ils ne sont pas favorables. Le seul concurrent possible est le Japon bien que les Etats Unis aient pu limiter sa contribution et donc son pouvoir de vote à 8 %. Le pouvoir officiel s'appuie en outre sur des mécanismes non officiels. Ainsi le président de la Banque Mondiale est toujours un citoyen américain et son siège à Washington DC a eu pour conséquence qu'un bon quart des cadres supérieurs de l'institution sont de (bons) citoyens américains. D'après une analyse menée par le service de recherches du Congrès



américain, le grand avantage que présentent la Banque Mondiale et les autres banques multilatérales de développement pour les Etats Unis et d'autres prêteurs est que ces institutions peuvent exiger que les emprunteurs remplissent certains critères de performance, alors que sur base d'accords bilatéraux ces mêmes exigences sont plus difficiles à imposer.

Ce que le Japon a perdu à la Banque Mondiale, il l'a gagné à la BAD.

D'après plusieurs informateurs, la BAD fonctionne selon les règles de la "culture japonaise." Les décisions sont prises par "consensus général" (à la mode japonaise) et sont préparées lors de discussions informelles dans des corridors entre membres du Conseil et cadres supérieurs. A la BAD aussi, certaines positions stratégiques sont réservées à des ressortissants des pays les plus financièrement impliqués. En dernier recours, la décision revient au Président de la BAD qui est aussi président du Conseil d'administration - et qui est japonais. Si les membres du Conseil sont censés consultés leur gouvernement avant toute décision importante, la direction administrative, elle, n'a pas ce type d'exigences. Leur souci principal est qu'aucun dossier ne soit transmis au Conseil sans qu'ils soient sûrs qu'il sera voté. Et s'il n'est pas possible d'arriver à cet accord par une procédure informelle, la direction s'arrangera pour retarder le processus en ajoutant des étapes.

Pour nous résumer, tant à la BAD qu'à la Banque Mondiale, les décisions sont prises par des cercles fermés de personnes influentes qui cherchent leur propre intérêt. La nouvelle réglementation sur l'accès à l'information ne va pas changer grand chose.

2. SELECTION DANS L'INFORMATION

Un autre défaut essentiel dans les politiques d'information des deux institutions est qu'elles ne révèlent que ce qui leur convient et leur est favorable. Ce qu'elles taisent est plus important encore que ce qu'elles révèlent.

La nouvelle ligne de conduite de la Banque Mondiale en matière de révélation d'information s'attache toujours à fournir des informations au sujet de décisions déjà prises plutôt que les informations nécessaires pour participer à des décisions à venir. Selon ce nouveau règlement, il n'est pas prévu de communiquer des documents aussi essentiels que les relevés de paiements par tranches, les rapports du Président la BM, les projets de stratégies d'assistance par pays ou les documents relatifs aux prêts conditionnés par des ajustements structurels. Le Conseil d'administration de la BM était apparemment divisé quant à la transparence à donner à ces derniers et cette division se traduit dans la complication de l'accord finalement atteint. La version finale de certains documents concernant des emprunteurs à faible revenu seront communiqués alors que ceux qui concernent des emprunteurs à 'revenu moyen' seront communiqués ou non en fonction de ce que décide l'état emprunteur.

D'après le centre d'information de la Banque ('BIC', un organisme de recherche établi aux Etats Unis qui suit de très près la politique d'accès à l'information pratiquée par la Banque Mondiale), ce nouveau règlement équivaut à déplacer l'obligation de transparence de la Banque aux états emprunteurs, c'est-à-dire de nier le droit du public à se voir communiquer des documents importants relatifs aux prêts liés à des ajustements structurels.

Aux termes de ce nouveau règlement, le CA de la Banque Mondiale continuera à prendre ses décisions dans le plus grand secret. A nouveau d'après le BIC, le Conseil n'est pas près d'admettre que le public ait le droit de savoir comment il est représenté au sein de la Banque. Les progrès accomplis en rapport avec l'accès à l'information relative au projet sont pratiquement nuls. Alors que la Banque Mondiale affirme vouloir associer les communautés concernées à toute prise de décision, elle refuse de communiquer des documents importants relatifs à la conception et à l'exécution du projet ainsi qu'à son financement avant que les décisions n'aient déjà été prises.

La BAD vante son site web et le nombre de rapports qui y sont consultables en ligne comme preuve de son engagement pour rendre l'information disponible. Mais d'après une source proche de la BAD, l'important en rapport avec les décisions à prendre ne se trouve ni sur internet ni dans aucun document publié. Trop de décisions sont prises dans des rencontres informelles et fermées auxquelles le public n'a pas accès. Beaucoup de données ne sont même pas communiquées à certains pays pauvres et donc moins influents membres de la BAD.

La politique de secret poursuivie par la BAD trouve une illustration parlante dans le cas du projet de traitement des eaux usées de Samut Prakarn, en Thaïlande. Malgré des demandes répétées de la part des communautés

concernées par le projet ainsi que de parlementaires thaïs, la BAD s'est refusée à communiquer le profil du projet, les documents d'offre de marché public et même les études initiales sur les conséquences sociales et environnementales. Les communautés concernées et les ONGS mobilisées ont fourni à la Banque des données étayées sur les conséquences néfastes du projet. Elles ont également souligné que celui-ci viole les lois thaïes et plusieurs principes de fonctionnement de la BAD elle-même, comme la lutte contre la corruption, la gouvernance, la confidentialité et l'accès à l'information, qu'il contrevient également à des exigences claires en matière de protection de l'environnement. Néanmoins, la BAD a continué à affirmer qu'elle ne voyait aucune preuve de malversation ou de conséquences négatives, tout en refusant de communiquer la moindre information.

En octobre 2001, le projet de Samut Prakarn a été soumis à l'inspection de la BAD Dans un processus qui a été mis en cause pour non-transparence, conflit d'intérêt et désaccords entre dirigeants de la Banque, commission d'inspection, équipe d'inspection et gouvernement thaï. Un rapport d'inspection a été soumis à la Banque par l'équipe d'inspection sans que cette dernière se soit rendue sur place ou ait consulté les communautés concernées. Même dans ces conditions, il apparaît de sources internes à la Banque que ce rapport pointe des violations de procédures et de lignes de conduite présentées comme essentielles au fonctionnement de la BAD. Le projet aurait dû faire l'objet d'une nouvelle évaluation bien plus tôt, avant l'attribution d'un deuxième prêt. Mais évidemment, le rapport est secret et nul ne sait quand ni sous quelle forme il sera rendu public.

Entre temps, la construction se poursuit et les communautés concernées ne peuvent espérer aucune compensation de la BAD pour la perte de leur source de revenu et pour la destruction de l'environnement. La façon dont la BAD a géré ce projet de traitement des eaux usées à Samut Prakarn n'est pas seulement une violation de ces propres principes d'accès à l'information, c'est une trahison du droit le plus fondamental du public.

3. DISTORSIONS

Etant donné l'opacité des procédures de communication de la BM et de la BAD, il est difficile de croire que les informations fournies sont fiables.

Le Conseil d'Administration de la BM vient de prendre en défaut un plan stratégique concernant le secteur des ressources hydrauliques récemment rédigé par son propre personnel. Plusieurs projets d'infrastructure financés par la BM sont entachés de scandale et de corruption, cela alors que la direction affirmait que tout allait bien. Un des rapports internes de la Banque (datant de 1999) indique que la Banque avait toléré des pratiques de corruption, ratifié des statistiques faussées et avait fermé les yeux sur les violations des droits de l'homme dans certains des pays emprunteurs. Le soutien de la Banque au régime de Suharto en Indonésie - qui a pris la forme de 30 milliards de dollars en 30 ans - n'est plus à prouver. On a pu montrer que dans le cadre du projet de réduction de la pauvreté en Chine occidentale, par exemple, la direction de la Banque violait ses propres principes en matière d'environnement et de réinstallation des populations.

Le rapport de la Commission Melæna publié en février 2000 a démontré que les projets de la Banque échouent dans 65 à 70 % des cas dans les pays les plus pauvres et dans 55 à 60 % dans l'ensemble. En résumé, la Commission concluait que la contribution de la Banque Mondiale était minime par rapport à l'objectif déclaré : la lutte contre la pauvreté. Il n'est guère étonnant que cette information n'ait pas été divulguée par la Banque elle-même.

Les informations fournies par la BAD sur les actions qu'elle entreprend sont complètement décalées par rapport à l'évolution de l'institution. Par exemple, un examen demandé de longue date de sa politique d'accès à l'information et de sa politique d'inspection n'est toujours pas à l'ordre du jour. Ceci veut dire que les problèmes préalables que posent ces deux lignes de conduite sont à ce jour restés secrets, de même que les débats entre membres de la direction et CA concernant la qualité des projets et programmes de la BAD. Les avocats de la BAD ont conseillé aux membres du CA de ne pas s'exprimer en public quant à la possibilité (ou à l'état d'avancement) des procédures d'inspection des projets (comme en Thaïlande et au Sri Lanka). Cela fait au moins cinq ans que le Manuel de Conduite du personnel de la BAD n'a pas été remis à jour. Des modes de fonctionnement qui auraient dû être modifiés il y a des années sont toujours les mêmes et des orientations approuvées il y a cinq ans ne se retrouvent toujours pas dans ce Manuel, en tout cas pas dans la version accessible au public. Il y a donc pas mal de confusion parmi le personnel



de la Banque quant à savoir quelle ligne de conduite ils doivent suivre : celle qui est stipulée sur le papier (mais qui est désuète) ou celle qui a fait l'objet d'une décision du CA (mais qui n'est pas reprise dans le Manuel).

Etant donné que les pratiques d'accès à l'information mises en ?uvre par la Banque Mondiale et la BAD ne fournissent pas au public des informations complètes, précises et fiables et qu'elles ne facilitent en rien la participation du public aux programmes de développement de ces institutions, quel but peuvent-elles bien servir ? Je risquerais l'hypothèse suivante : le but premier de ces pratiques est d'occuper le public avec des informations qui peuvent parfois être intéressantes mais sont presque toujours sans véritable intérêt pendant que la Banque elle poursuit des propres finalités.

Il ne s'agit pas d'accès à l'information mais d'écran de fumée.

LA GOUVERNANCE : DISCOURS ET REALITE

Nous avons vu que ni la Banque Mondiale ni la BAD ne sont en mesure de faire la leçon à quiconque en matière de transparence, de gestion responsable, de bonne gouvernance et de participation.

Afin de redorer son blason, la Banque Mondiale a tenté d'impliquer le public dans au moins deux initiatives internationales, l'initiative de contrôle (review) des programmes d'ajustement structurel (SAPRI - Structural Adjustment Programme Review Initiative) et la commission mondiale sur les barrages (WCD - World Commission on Dams). Dans ces deux cas, le public, y compris beaucoup de personnes qui critiquaient depuis longtemps la Banque, a joué le jeu, espérant de bonne foi qu'il y aurait un véritable processus de dialogue entre différents groupes aux intérêts divergents. Malgré les difficultés et les compromis, l'implication a été réelle. Mais dans le même temps, la Banque Mondiale, elle, s'était mise à faire machine arrière dès qu'il est apparu que ces deux initiatives révélaient des données en contradiction avec ses propres bulletins de victoire tant pour les programmes d'ajustement structurel que pour son soutien aux grands barrages.

Dans le cas des PAS, la Banque a produit son propre rapport sans tenir compte des résultats des recherches entreprises par son propre personnel.

Ce faisant, elle court-circuitait toute possibilité de dialogue sur ces programmes. Dans le cas des barrages, la Banque a pratiquement rejeté les résultats de la Commission et se réfugie derrière l'opposition exprimée par certains états comme excuse pour ne pas appliquer les recommandations de la Commission.

Entre temps, la BM continue à imposer des ajustements structurels dans le cadre de son nouveau programme appelé documents de stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), dont la Banque prétend qu'il est contrôlé par les états et implique la participation de la population. En fait, une enquête sur le fonctionnement de ces DSRP par des associations de la société civile révèle que l'on y retrouve les mêmes défauts : imposition de conditions draconiennes, opacité, répétition des erreurs commises dans le passé. Sur la même lancée, la BM a initié un autre processus de contrôle, cette fois dans le secteur de l'industrie minière et d'extraction. Mais dans ce cas-ci, elle semble bien avoir profité des leçons du passé. Ce processus est beaucoup plus fermé et réservé à un groupe restreint que ce n'était le cas pour les barrages et la Banque s'efforce d'exercer un plus grand contrôle sur les structures et le processus d'enquête. Des sources proches de la Banque Mondiale indiquent qu'elle pourrait bien se diriger vers une harmonisation à la baisse des critères appliqués aux projets et programmes dans un effort pour préserver son infrastructure et sa clientèle emprunteuse.

La BAD doit faire face à ses propres problèmes de gouvernance interne et de non-transparence. Le processus d'inspection du projet de traitement des eaux usées de Samut Prakarn a ouvert un véritable panier de crabes au sein de la BAD, ceci en mettant en lumière des problèmes de confusion dans le personnel, contradictions dans la direction, absence de véritable responsabilité. Le processus d'inspection a révélé les contradictions entre les déclarations officielles de la BAD et ce qui se passe sur le terrain.

Un effet secondaire particulièrement alarmant est la prise de mesures précipitées au sein de la BAD pour prévenir tout autre processus d'inspection. D'après des sources proches de la BAD, la BM pourrait bien essayer de décider arbitrairement lesquelles parmi ses 'lignes de conduite' peuvent être inspectées. A l'avenir, les gestionnaires de projet risquent bien d'être pris dans une double contrainte, soit s'efforcer de réaliser les véritables objectifs du projet, soit



appliquer une politique "inspectable" et ainsi se protéger en cas d'inspections éventuelles.

Tout comme la Banque Mondiale, la BAD pourrait bien se diriger vers un abaissement général des critères appliqués aux programmes et projets en décidant arbitrairement lesquelles parmi ses 'lignes de conduite' peuvent être inspectées et lesquelles ne sont que des recommandations de 'bonne conduite'. Et il est plus que probable que cette spirale vers le bas s'accompagnera d'encore bien des 'ouvertures à l'information' à grand renfort de tonnes de papier et de mégaoctets, cela au moment où le contrôle démocratique des processus de décision dans ces deux institutions est de moins en moins à la portée du public.

L'absence d'informations fiables viole le contrat social et politique entre gouvernement et gouvernés. Les gouvernements sont tenus - du moins en théorie - à fournir des explications sur les décisions qu'ils prennent. Les institutions multilatérales - qui sont des institutions publiques - prétendent qu'elles sont responsables envers les gouvernements qui constituent leur clientèle et non envers le public. Pourtant les politiques qu'elles suivent ont des conséquences profondes et durables qui ne sont pas supportées par les seuls gouvernements, mais bien par les populations concernées. Et moins une institution publique doit rendre de compte, plus est tenue d'être transparente dans sa gestion afin de faire la preuve de son engagement officielle envers la démocratie, une bonne gouvernance et une attitude sociale responsable.

A ce jour, l'expérience nous montre que la BM et la BAD ont échoué à cet égard. Ces deux institutions ne peuvent vraiment faire la leçon à personne sur l'importance d'être transparent, ouvert et responsable tant qu'elles n'ont pas fondamentalement restructuré leur propre gouvernance interne et externe.

Première publication : Focus-on-Trade
Contact pour cet article. Focus on Global South. Programme autonome de recherche et d'action de l'Institut de Recherche Social de l'université de Chulalongkorn (CUSRI), situé à Bangkok. admin@focusweb.org - http://focusweb.org

La semaine économique vue des Etats-Unis

Par Dean Baker, co-directeur du 'Center for Economic and Policy Research'

Traduction : Christine Mercier. coorditrad@attac.org traducteurs bénévoles.(*)

A- Bourse et spéculation immobilière

Prosperity Feeds Housing Pinch
Peter Whoriskey. Washington Post, 19 mars 2002, Page A1

Cet article fait le point sur l'impact de la hausse des prix de l'immobilier sur les familles à revenus modestes dans la zone métropolitaine de Washington DC. Il contribue à démontrer que la hausse des cours de bourse ne constitue pas un gain pur, mais qu'elle est redistributive. En effet, les personnes qui se sont enrichies grâce à leurs avoirs en bourse augmentent le prix du logement pour tous, car ils sont prêts à payer plus pour louer et acheter.

B- Droits de douane sur l'acier

Europe Presses U.S. on Steel Tariffs
Elizabeth Olson. New York Times, 20 mars 2002, Page W1

Cet article étudie la réaction de l'Union européenne aux droits de douane que le président Bush a imposés sur l'acier d'importation. Il remarque qu'outre la perte des marchés d'exportation américains, "il y aura un douloureux effet indirect car l'acier bon marché détourné de l'Amérique affluera sur les marchés européens".

Nombre des articles consacrés aux droits de douane sur l'acier comprenaient des analyses d'économistes qui affirmaient que les tarifs douaniers sur l'acier auraient un impact négatif sur l'économie américaine. Ces économistes soutenaient que la hausse des prix de l'acier entraînerait une hausse du prix des voitures, des appareils ménagers et des autres biens contenant de l'acier. Ils concluaient que les droits de douane aboutiraient donc à une perte nette d'emplois, même s'ils parvenaient à préserver des emplois dans la sidérurgie.

Si ces économistes ont raison, l'entrée d'acier à bas prix en Europe ne sera pas "douloureuse". Au contraire, ce devrait être un plus pour l'économie européenne, car elle conduira à une baisse des prix des voitures, des appareils ménagers et des autres biens à base d'acier.

En réalité, l'effet secondaire des prix de l'acier sur les autres produits sera probablement très modeste, car l'acier représente un assez faible pourcentage des coûts totaux. Mais si l'effet



économique d'un renchérissement de l'acier aux Etats-Unis est négatif, celui d'une baisse des prix de l'acier en Europe est forcément positif.

C- La Fed et la récession

Fed Holds Interest Rates Steady
John M. Berry. Washington Post, 19 mars 2002, Page A1

Fed Leaves Rates Steady ; Hints Increases May Be Coming
Richard W. Stevenson. New York Times, 20 mars 2002, Page C1

Ces articles sont consacrés à la décision du Conseil de la Réserve fédérale d'adopter une position neutre vis-à-vis des futurs changements des taux d'intérêt. Tous deux affirment que la reconstitution des stocks conduira probablement à doper fortement la croissance sur le trimestre en cours. L'article du Washington Post quantifie même cet impact, remarquant qu'il suffirait que les stocks se maintiennent (au lieu de diminuer) au premier trimestre pour gagner 4,5 points de pourcentage e croissance économique. (Le même argument a été présenté dans un autre article du Washington Post cette semaine, "Economy Shows More Strength," par John M. Berry, Washington Post, 16 mars 2002, Page E1.)

Si cela est vrai du point de vue comptable, environ la moitié des biens qui apparaîtront dans les stocks sont importés. Cela implique que la reconstitution des stocks sera associée à une forte augmentation des importations. Les importations sont soustraites au PIB, ce qui signifie que l'effet net de l'augmentation des stocks sera égale à environ la moitié du chiffre indiqué dans l'article du Washington Post.

Les données relatives au déficit de la balance commerciale de janvier indiquent que cette augmentation des importations est en train de se produire, la hausse s'établissant à 3,6% par rapport au niveau de décembre ("Trade Deficit Sharply Wider In January," Bloomberg News, New York Times, 20 mars 2002, Page C3). Si le déficit commercial se maintient à son niveau de janvier tout au long du trimestre, il amputera la croissance économique publiée pour le premier trimestre d'environ 1,1 point de pourcentage. S'il continue de se creuser en février et en mars au même rythme par rapport à la moyenne du quatrième trimestre, il réduira la croissance économique publiée d'environ 2,3 points de pourcentage.

Le déficit commercial de janvier n'a été évoqué que dans une brève dépêche (200 mots) en troisième page de la section économie/entreprises du Times et n'a pas été mentionné dans le Washington Post. Outre son impact sur la solidité de la reprise économique, le déficit de la balance commerciale affecte la richesse future de l'économie américaine car il signale une augmentation de la dette extérieure. A l'heure actuelle, la dette extérieure augmente de plus de 400 milliards de dollars chaque année. Cette évolution aura beaucoup plus d'impact sur la future prospérité de la nation et sur sa capacité à absorber le départ à la retraite des baby-boomers que les différentes propositions de budget, somme toute assez proches, des Républicains et des Démocrates. Pourtant, les deux articles accordent une attention considérable aux projections de déficit ou d'excédent budgétaire alors même qu'ils font une impasse quasi totale sur le !déficit commercial.

Chaque article cite deux sources, toutes deux associées à des firmes financières (Bruce Steinberg, de Merrill Lynch, est cité dans les deux articles). Les décisions de la Fed en matière de taux d'intérêt ont des répercussions sur l'économie tout entière du fait, notamment, de leur impact sur le taux de chômage. Il conviendrait donc de s'appuyer sur un éventail plus large de sources et de présenter les points de vue des économistes au gouvernement, des universitaires, des syndicats ou, au moins, des sociétés non financières.

D- Pétrole vénézuélien

Labor Strife of a Different Collar
Juan Forero. New York Times, 19 mars 2002, Page W1

Cet article traite du mécontentement des cadres de la compagnie pétrolière publique du Venezuela suscité par l'interférence du gouvernement dans la gestion de la société. Notant la décision du Président du Venezuela, Hugo Chavez, de réduire la production pour soutenir l'OPEP, il ajoute "de nombreux cadres de la société sont en désaccord avec cette position et déclarent qu'au contraire, le Venezuela aurait dû profiter du désir de Washington de réduire la dépendance américaine à l'égard du brut du Moyen-Orient."

Quels que soient les désirs de Washington, l'achat de pétrole non importé du Moyen-Orient n'est pas subventionné. Sauf à fournir du pétrole à un prix inférieur à celui des producteurs du

Moyen-Orient, le Venezuela ne pourrait pas espérer gagner des parts de marché à leurs dépens. Un refus de soutenir l'OPEP de la part du Venezuela pourrait aisément conduire à la dissolution du cartel, auquel cas les prix du pétrole pourraient plonger de près de 50 pour cent par rapport à leurs niveaux actuels. Dans cette hypothèse, le Venezuela dégagerait sans doute moins de bénéfices de ses ventes de pétrole, même s'il doublait la production. Ces faits auraient dû être inclus dans cet article.

E- La Russie et l'OPEP

Putting OPEC Over a Barrel
Sharon LaFraniere. Washington Post, 16 mars 2002, Page E1

Cet article examine la montée en puissance des exportations de pétrole de la Russie. Il avance que la Russie a augmenté sa production – et repoussé les appels de l'OPEP à limiter la production – dans le cadre d'une stratégie de développement économique qui dépend des revenus d'exportation du pétrole.

Il n'est pas certain que l'on puisse considérer la politique pétrolière de la Russie comme une stratégie de développement cohérente. D'après cet article, la Russie a accepté avec réticence de réduire ses exportations de 150 000 barils par jour pendant un bref intervalle, mais elle ne recommencera pas. Cette diminution représente approximativement 3% de ses exportations de pétrole. Cela signifie que si la coopération avec l'OPEP a contribué à relever le prix du pétrole de seulement 3% (environ 75 cents par baril), la Russie encaisserait en fait davantage de revenus en produisant moins.

L'article poursuit sur une discussion de la volonté de la Russie à endurer une guerre des prix avec l'OPEP dans laquelle le prix du pétrole serait ramené à 14,50 dollars par baril. Si les prix devaient rester à ce niveau pendant un an (ce qu'ils ont fait pendant la plus grande partie de 1999) avant de retrouver leurs niveaux actuels, il faudrait plus de dix ans à la Russie pour compenser les pertes de revenus avec sa production additionnelle de 150 000 barils.

Pratiquement tous les calculs plausibles laisseraient à penser que la Russie a bien plus à gagner économiquement à coopérer avec l'OPEP qu'à lutter contre le cartel. C'est la raison pour laquelle les producteurs non-OPEP comme la Norvège ou le Mexique ont accepté les récents plans de limitation de la production.

Les Etats-Unis souhaitent un pétrole à prix bas. Il est possible que les efforts de la Russie pour augmenter la production pétrolière soient plus motivés par le souci politique de plaire à l'Administration Bush que par ses intérêts économiques directs.

F- Croissance européenne et stagnation

EU Summit Ends With a Bang and a Whimper
T.R. Reid. Washington Post, 17 mars 2002, Page A22

Cet article est consacré à la conclusion d'un sommet européen dédié aux efforts de l'Europe pour devancer les Etats-Unis économiquement. Examinant les freins à la croissance européenne cités par les économistes, il y inclut les lourds impôts pour financer les prestations médicales. Certes toutes les nations européennes fournissent une couverture santé universelle à leurs citoyens, mais en raison d'une plus grande efficience de leurs systèmes de santé, les dépenses publiques de santé dans l'UE, mesurées en pourcentage du PIB, sont en fait plus faibles qu'aux Etats-Unis.

L'article omet la politique monétaire restrictive de la Banque centrale européenne (BCE) dans sa liste des freins à la croissance et à la compétitivité européennes. A présent, la BCE a fixé ses taux d'intérêt à court terme à 3,5%, alors que la Fed a fixé les siens à 1,75%. Cela en dépit d'un taux d'inflation plus faible et d'un taux de chômage plus élevé qu'aux Etats-Unis. Même le FMI a critiqué la politique anti-croissance de la BCE.

G- Comptabilisation des stock options

Battle Lines Drawn on Stock Options
David Leonhardt. New York Times, 17 mars 2002, page A29

Cet article examine la bataille qui oppose les entreprises et les autorités sur la méthode qu'il convient d'adopter pour comptabiliser les stock options. Les autorités de réglementation, auxquelles se sont joints récemment plusieurs membres du Congrès et Alan Greenspan, ont vivement recommandé de comptabiliser les stock options comme une dépense au moment de leur émission.

L'article affirme à plusieurs reprises, que cette modification réduirait les bénéfices, en particulier pour les valeurs high tech qui émettent de nombreuses options. En réalité, une méthode comptable ne peut aucunement



modifier les bénéfices réels d'une société. Si les investisseurs sur les marchés financiers sont bien informés, comme le suppose la théorie économique, le changement de méthode comptable n'aura aucun effet quel qu'il soit sur ces sociétés.

La modification n'aura d'incidence que si les investisseurs ne savent pas lire les états financiers et sont actuellement induits en erreur par le fait que les stock options ne sont pas considérées comme des dépenses ou seraient ensuite désorientés si elles l'étaient. La possibilité que les investisseurs soient aussi mal informés – ce qu'implique la préoccupation relative aux stock options – suggère que les marchés financiers américains sont extrêmement irrationnels et que souvent, les cours de bourse ne reflètent pas la rentabilité effective des entreprises.

Contact pour cet article. Pour s'abonner à Economics Reporting Review, envoyer un message électronique avec "subscribe ERR" en ligne sujet et son adresse email en corps de message à : cepr@cepr.net (lettre d'information en anglais uniquement)

Vous avez rendez-vous avec ATTAC

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur http://attac.org/indexfr puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Mardi 16
AUSTRIA : Wien
BELGIQUE BELGIE : Namur
DANMARK: Valby – Hillerod - Beboerhus
ESPANA: Madrid
FRANCE: Saint Nazaire – Metz – Paris 11 – Avignon – Pernes les Fontaines – Montpellier – Aix – Paris
NORGE : Oslo
SVERIGE : Norrkoping - Uppsala

-- Mercredi 17
AUSTRIA: Rathaussel Amstetten
FINLAND : Helsinki
FRANCE: La Ciotat – Arras – Montreuil – Sophia Antipolis – Paris 11 – Belfort – Beziers – Nice – Toulouse – Saintes – Paris
SVERIGE : Stockholm – Sjuharad

-- Jeudi 18
AUSTRIA : Salzburg
DANMARK : Esbjerg
FRANCE: Marseille – Pantin – Rennes – Ruelle sur Touvre – St Pierre d'Oleron
HELLAS : Athenes

-- Vendredi 19
AUSTRIA : Graz
BELGIQUE BELGIE : Bruxelles
FRANCE: Mulhouse – Arras – Lille - Toulouse

(*) coorditrad@attac.org est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.